

actes publics et les traités concernant l'Amérique en général; le troisième, les documents à l'appui des droits sur Sainte-Lucie, et le quatrième, les derniers "mémoires" concernant l'Acadie, et un "mémoire" des commissaires français, concernant l'île de Tobago, avec une carte indiquant les droits réclamés par les Anglais jusqu'au 48° de latitude nord, mais non au delà.

On remarquera dans les détails des travaux exécutés, que presque tous les relevés de la marine transmis de Québec manquent. La lettre d'avis seule est insérée; les relevés sont ou perdus, ou placés ailleurs. Une liste peu importante des navires entrés se trouve parfois au bas de la lettre d'avis. Il est possible qu'on puisse trouver les relevés qui manquent en cherchant de nouveau dans les papiers du *Board of Trade*, mais cela n'est aucunement certain. La statistique qu'ils renferment serait d'une grande utilité à un historien du commerce, et l'importance de ces relevés est augmentée par le fait—mentionné dans le rapport sur les archives, pour 1882—que tous les rapports concernant le commerce et les douanes du Canada actuellement en la possession des autorités de la douane, à Londres, ne remontent pas plus loin qu'à 1828. Dans la série de Québec des documents du Bureau des Colonies, vol. 56-2, se trouve un document signé H. T. C. c'est-à-dire, Cramahé, en date du 10 juin 1765 avec une liste des droits et des déboursés dans Québec, depuis la conquête—1759—jusqu'à octobre 1764, et accompagnée d'une échelle projetée de droits provinciaux; mais le seul état complet découvert jusqu'ici, est celui de 1768 à 1783 que contient le rapport de l'année dernière.

Dans le même volume (56-2) se trouvent des documents signés par le baron Masères qui était procureur général de la province de Québec. Plusieurs documents relatifs à Québec furent publiés par Masères en 1771, en un volume intitulé "Collection de différentes commissions et autres instruments publics procédant de l'autorité de Sa Majesté Royale, et autres documents relatifs à l'état de la province de Québec depuis la conquête, en 1760." Ces rapports et commissions n'apparaissent pas parmi les papiers du bureau des affaires coloniales, à l'exception du "Plan d'une méthode convenable d'administrer la Justice dans la province de Québec, soumis à lord Hillsborough en avril 1770." Des deux autres documents contenus dans le volume 56, l'un, "Considérations sur l'opportunité d'obtenir un acte du parlement à l'effet de coloniser la province de Québec," est imprimé; un petit nombre d'exemplaires en a été tiré pour le ministère en 1766; l'autre—un supplément au même document—est manuscrit. Tous deux ont été publiés par Masères dans une collection d'"Essais", en 1809.

J'ai scrupuleusement cité ces documents parce qu'aucun des rapports officiels de cette date ne paraît être au nombre des papiers relatifs aux colonies; du moins, ils ne se trouvent pas parmi ceux que j'ai examinés. Ils ont été indubitablement transmis au Bureau des Colonies, puisque un sous-secrétaire d'Etat, Morgan, a été envoyé à Québec par le secrétaire pour les colonies, en 1769, pour faire rapport sur l'état des